



## DECISION DU PRESIDENT N° 310-23

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-9  
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

### Objet : ATTRIBUTION DU MARCHÉ POUR LES OPÉRATIONS PRÉALABLES A LA RÉCEPTION DES RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT SUR LES COMMUNES DES BROUZILS ET DE BAZOGES

Le Président de la Communauté de communes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-9,

Vu les articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la Commande Publique,

Vu la délibération du Conseil communautaire du 4 juin 2020, relative aux délégations consenties en application des dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, autorisant le Président à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres et des groupements de commande, en matière de marchés de travaux, de fournitures, de prestations de services et de prestations intellectuelles d'un montant inférieur à 214 000 € ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Considérant la consultation lancée le 16 octobre sur le profil acheteur marchés sécurisés et une remise des offres le 30 octobre 2023,

Considérant le rapport des analyses des offres et l'unique critère d'attribution du marché, soit 100% prix des prestations,

Considérant l'offre de l'entreprise SPI2C de Carquefou (44), pour un montant de 20 394.00 € HT pour les opérations préalables à la réception d'assainissement dont 14 006.00 € HT pour la part de la Communauté de communes

### DECIDE

**Article 1 :** d'attribuer à l'entreprise SPI2C de Carquefou, les opérations préalables à la réception d'assainissement sur les communes des Brouzils et de Bazoges pour un montant de 20 394.00 € HT dont 14 006.00 € HT pour la part Communauté de communes.

**Article 2 :** d'imputer la dépense sur les crédits du budget annexe Régie.

**Article 3 :** le Directeur Général des Services et le Trésorier sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

**Article 4 :** la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de la Vendée au titre du contrôle de légalité.

**Article 5 :** la présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et/ou de sa notification et de sa publication.

**Article 6 :** conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil communautaire.

Ampliation en sera :

- Adressée à Monsieur le Trésorier
- Affichée conformément à la réglementation en vigueur
- Insérée au recueil des actes administratifs
- Notifiée aux personnes concernées



Fait à Saint-Fulgent, le 1<sup>er</sup> décembre 2023

Le Président  
Jacky DALLET